

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 25 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26 janvier 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS RIVIERE**

9 Chemin de la Coopérative  
11800 Trèbes

Références : UID11/66-C3-2023-426  
Code AIOT : 0018200022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 janvier 2023 dans l'établissement SAS RIVIERE implanté Saint Martin le Haut 11000 Carcassonne. L'inspection a été annoncée le 17/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS RIVIERE
- Saint Martin le Haut 11000 Carcassonne
- Code AIOT : 0018200022
- Régime : Autorisation

La carrière sise au lieu-dit « Saint-Martin le haut » n'est plus en d'exploitation depuis que le gisement est épuisé et la remise en état est très avancée. De ce fait, l'inspection a porté uniquement sur le contrôle du respect des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter relatives à la remise en état de cette carrière.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Travaux de remise en état

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(en) été donnée(s)	Autre information
1	Réhabilitation	Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article 5.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en état du site est finalisée, la mise en sécurité est effectuée. Il n'a pas été constaté d'écart au regard des dispositions réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En revanche, il incombe désormais à l'exploitant de procéder aux étapes de cessation d'activité de la carrière telles que fixées aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement, en faisant appel à un organisme certifié dans ce domaine.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réhabilitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2001, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état de la carrière.
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.</p> <p>Le remise en état doit être effectuée de façon à assurer la sécurité du site pendant et après l'exploitation et à permettre sa réintégration dans le paysage.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection a permis de constater que la mise en sécurité ne présentait pas de risque significatif. Les produits de découverte ainsi que les résidus d'exploitation ont été étalés en fond de fouille en fonction de l'avancement des travaux d'exploitation.  Les zones ainsi reconstituées ont été végétalisées et enherbées.</p> <p>Il est demandé désormais à l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de la carrière conformément aux dispositions prévues aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement, en mandant un organisme certifié à cet effet. Les attestations établies par cet organisme devront être transmises au préfet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet